

Robert K. Hitchcock
Ben Begbie-Clench

Les peuples autochtones de Namibie comprennent les San, les Ovatjimba, les Ovatue et les Ovahimba, et potentiellement un certain nombre d'autres peuples, dont les Damara (#Nūkhoen) et les Nama. Ensemble, ces Peuples Autochtones représentent environ 8% de la population totale du pays, qui était de 2 678 191 en 2021. Les San (Bushmen) sont entre 28 000 et 35 000 et représentent entre 1,045% et 1,33% de la population nationale. Ils comprennent les Khwe, les Hai||om, les Ju|'hoansi, les !Kung, les !Xun, les Khwe, les Naro et les !Xóǃ. Chacun des groupes San parle sa propre langue et a des coutumes, des traditions et des histoires distinctes. Les San étaient autrefois principalement des chasseurs-cueilleurs mais aujourd'hui, beaucoup ont diversifié leurs moyens de subsistance. Plus de 80% des San ont été dépossédés de leurs terres ancestrales et de leurs ressources, et ils font désormais partie des peuples les plus pauvres et les plus marginalisés du pays. Les Ovatjimba et les Ovatue (Ovatwa) sont des peuples en grande partie pastoraux, se référant autrefois également à la chasse et à la cueillette, résidant dans le nord-ouest semi-aride et montagneux de la Namibie (région de Kunene). Ensemble, leur nombre s'élève à 27 810, représentant 1,03% de la population totale de la Namibie.

Le gouvernement namibien préfère utiliser le terme « communautés marginalisées » pour désigner les San, Otavue et Ovatjimba, dont le soutien relève du Bureau du Président de la Division des communautés marginalisées (DMC). La Constitution namibienne interdit la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique ou tribale mais ne reconnaît pas spécifiquement les droits des peuples autochtones. La Namibie a voté en faveur de la Déclaration des Nations-Unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) lorsqu'elle a été adoptée en 2007, mais n'a pas ratifié la Convention n°169 de l'OIT. La Namibie est signataire de plusieurs autres accords internationaux contraignants qui affirment les normes énoncées dans la DNUDPA, comme la Charte africaine des droits de l'homme et les droits des peuples (CADHP), la Convention relative aux droits de l'enfant (CRC), la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (ICERD) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP). La Namibie a soumis son rapport à mi-parcours à l'Examen périodique universel de la Namibie en 2021.

Évènements en 2021

COVID 19 et Peuples Autochtones en Namibie

Un nombre important d'événements affectant les peuples autochtones et marginalisés en Namibie se sont produits en 2021. Le plus important a été la pandémie de la COVID-19. Elle a conduit à une série de fermetures dans le pays en 2021 qui a réduit la diffusion de la maladie mais aussi affecté les conditions de vie, l'emploi, les revenus et le tourisme en Namibie. Elle a conduit au déclin des revenus et de l'emploi ainsi qu'à la réduction du bien-être des Namibiens, incluant ceux qui se sont auto-identifiés Peuples Autochtones. Les femmes autochtones, en particulier, ont été affectées par la COVID-19 car elles sont les principales soignantes des personnes malades et parce que leurs moyens de subsistance ont été affectés par le ralentissement du tourisme. Le gouvernement de Namibie et les ONG ont organisé des actions d'assistance en matière de nourriture et

d'eau pour les communautés marginalisées touchées par le COVID-19. Une information a été fournie dans la langue maternelle sur les stratégies pour faire face au coronavirus, notamment le port de masques, la distanciation sociale et le lavage des mains, comme vu par exemple parmi les Ju/'hoansi dans le Nyae Nyae, les !Kung dans le N#u Jaqna, les Khwe dans le Parc national Bwabwata et dans la région de Kunene parmi les communautés Ovahimba, Ovatjimba, Ovazemba et Ovatue.¹ Le Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS) a offert l'extension des vaccins, des tests et, le cas échéant, des installations de quarantaine pour les peuples autochtones. Les discours budgétaires du Ministre des Finances, Ipumbu Shiimi, du 17 mars 2021 et du 3 novembre 2021 contenaient des chiffres révisés pour le budget annuel de la Namibie, faisant apparaître de nouvelles dépenses importantes liées à la pandémie de coronavirus.²

Le nombre de tourisme visitant la Namibie en 2021 a décliné d'approximativement 40% en comparaison des années précédentes en raison de la pandémie de la COVID-19 et cela a eu un impact sur les revenus de la communauté liés au tourisme et un impact indirect dû à l'importante baisse des revenus dans l'ensemble du secteur.

Défis pour les femmes et jeunes Autochtones

Plusieurs organisations de femmes en Namibie, incluant l'Association des Femmes Namibiennes (AFN) et le Ministère de l'Égalité des Genres, de l'Eradication de la Pauvreté et de la Sécurité Sociale (MEGEPSS), ont fait pression pour une plus grande reconnaissance des droits des femmes, intégrant les droits des femmes à la terre et à la protection contre l'exploitation et les violences domestiques. Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, les viols, les violences domestiques et les violences sur enfants ont substantiellement augmenté. Le Centre d'Assistance Juridique (CAJ) et d'autres organisations, incluant la Division des Communautés Marginalisées au sein du Bureau du Vice-Président, demandent qu'une plus grande attention une plus grande attention aux problèmes auxquels sont confrontés les femmes et les enfants autochtones et minoritaires, y compris les questions relatives aux abus et à la discrimination. Les Femmes autochtones et minoritaires -les femmes en général- connaissent de difficultés pour accéder à la terre en Namibie en 2021.³

Les femmes et les jeunes jouent un rôle de plus en plus important dans le mouvement autochtone en Namibie, comme cela a pu être observé dans la composition des organisations qui cherchent à promouvoir les droits des autochtones et des minorités.

Une attention significative a été accordée dans le pays en vue de l'intégration de la dimension de genre dans les politiques et programmes gouvernementaux en 2021, notamment ceux relatifs aux réfugiés et aux immigrants. C'est spécifiquement important étant donné le pourcentage élevé de femmes dans la composition des populations de réfugiés comme cela est observable dans le Camp de Réfugiés d'Osire, au sud d'Otjiwarongo.

La Namibie a également fait des efforts particuliers pour assurer l'intégration de la dimension de genre dans le Fonds vert pour le climat et pour garantir que les questions de genre soient incorporées dans les conventions internationales et la législation sur le changement climatique.⁴

La Croix Rouge et la Société du Croissant Rouge, l'UNICEF, le Fonds des Peuples du Kalahari (FPK) et d'autres agences en Namibie ont continué à faire pression pour garantir la disponibilité des informations sur la COVID-19 tout au long de l'année 2021, ainsi que pour les masques, le savon et les vaccins pour les communautés autochtones,

minoritaires et d'autres en Namibie. Certaines de ces informations étaient spécifiquement destinées aux femmes autochtones. Les femmes et les jeunes autochtones de Namibie étaient heureux d'avoir accès à des informations sur les expériences des communautés autochtones d'autres régions du monde avec la COVID-19, dont elles pouvaient tirer des leçons.⁵ Ceci est tout à fait vrai pour les pasteurs Nama#Aonin (Topnaar) qui ont habité la région de la Rivière Kuiseb et Gobabeb depuis des générations.⁶

Les impacts, les facteurs de risque et le taux de mortalité de la COVID-19 chez les Amérindiens⁷ ont suscité un intérêt particulier en comparaison avec les San et les #Aonin qui semblaient avoir des taux de mortalité plus bas que ceux des Amérindiens.

Un rapport d'Amnesty International en Octobre 2021⁸ a accusé l'offre de soin Namibienne pour les femmes San Ju/'hoan et !Kung d'être discriminatoire, particulièrement au regard de la tuberculose. Il semble que les femmes San recherchent une assistance médicale pour la tuberculose à un niveau inférieur à celui des hommes. Alors que le gouvernement a d'abord critiqué les conclusions du rapport, le Directeur Exécutif du MEGEPSS a assisté au lancement virtuel du rapport et a déclaré que le ministère s'engagerait auprès d'Amnesty et des conclusions du rapport.⁹

Dans l'ensemble, la situation des femmes et des enfants autochtones était moins bonne en 2021 qu'au cours des années précédentes mais ils espéraient que 2022 verrait une évolution plus positive de leur bien-être.

Enjeux politiques et économiques

Les questions de la réforme foncière soulevées à la Seconde Conférence Nationale de la Réforme Foncière tenue en octobre 2018 ont été examinées au niveau national et local en 2021, certaines d'entre elles concernant les demandes de terres ancestrales des peuples autochtones et minoritaires.¹⁰ Ces discussions ont porté sur les droits des communautés autochtones, minoritaires et marginalisées en matière de terre, en particulier dans les zones appartenant traditionnellement à des groupes spécifiques.

La Namibie a participé aux réunions du Rapport Périodique Universel (RPU) du Conseil des Droits de l'Homme en 2021.¹¹ Certaines questions soulevées lors des réunions du PRU ont inclus les efforts du gouvernement de Namibie en vue de réduire la pauvreté, la marginalisation, et la participation politiques des Peuples Autochtones et des communautés marginalisées. Le gouvernement Namibien et les ONG ont assisté à la 20^e réunion du Forum Permanent sur les Question Autochtones (FPQA) en avril 2021 durant lequel des déclarations ont été faites à propos des problèmes auxquels doivent faire face es peuples autochtones en Namibie et des efforts du gouvernement pour y répondre.¹²

La principale loi établie relativement aux communautés marginalisées, un Livre Blanc rédigé initialement en 2018, n'a pas été approuvée par le Cabinet namibien à la fin 2021. Il n'y pas actuellement de feuille de route ni de calendrier quant à la date d'approbation de ce Livre Blanc. La Namibie a fait des progrès dans l'élaboration de politiques concernant des accords d'accès et de partage des avantages concernant les ressources génétiques liés au protocole de Nagoya en 2021.¹³ Les produits des plants autochtones comme la Griffé du Diable (*Harpagophytum procumbens*) ont été exploités par les communautés autochtones et minoritaires générant un peu plus de un million de Dollar Namibien par conservancy communale, une portion significative de ces fonds allant aux femme s autochtones et minoritaires.¹⁴ La présence de terres communales clôturées est considérée comme un problème majeur par les femmes autochtones et minoritaires car elle limite leur accès aux ressources végétales de grande valeur.

Les projets de jardinage des Khwe dans le Parc national Bwabwata ont contribué à l'auto-suffisance alimentaire des membres des communautés locales.¹⁵

Les attitudes locales à l'égard des avantages de la chasse au trophée à Bwabwata varient mais en général, les Khwe et les Mbukushu vivant dans le parc souhaitent voir un meilleur partage des bénéfices par les entreprises opérant en Namibie.¹⁶

Les affaires judiciaires en Namibie impliquant des communautés autochtones

En ce qui concerne les différentes affaires juridiques déposées par les communautés San, l'appel de l'action collective des Hai//om¹⁷ a été entendu par la Haute Cour en novembre 2021, bien qu'aucun jugement n'ait été rendu à la fin de cette année. L'appel dans l'affaire civile des pâturages illégaux dans le Nyae Nyae s'est poursuivi à la fin 2021 et aucune décision n'a encore été prise dans une affaire criminelle parallèle de longue date devant le tribunal de Tsumkwe.

Les pâturages et les clôtures illégaux ont continué dans la Conservancy N#u Jaqna (CNJ) en 2021 en dépit d'une décision précédente favorable rendue par la Haute Cour au grand dam des résidents locaux.¹⁸ La clôture des terres communales en Namibie est restée un problème majeur en 2021.¹⁹ Un des effets des clôtures est qu'elles désignent des zones qui excluent les femmes autochtones qui espèrent obtenir des plantes sauvages, du bois de chauffage et d'autres ressources à l'intérieur des zones clôturées. Les femmes autochtones risquent d'être maltraitées si elles pénètrent dans les zones clôturées à la recherche de ressources sauvages. Des plaintes spécifiques ont été portées par des femmes !Kung et Vasekele San en écrivant au comité de gestion de la Conservancy N#u Jaqna.²⁰

En Mai 2021, l'Allemagne a reconnu et s'est excusé pour le génocide de 1904-1908 dans ce qui était alors l'Afrique de l'Ouest Allemand (maintenant, République de Namibie). Le gouvernement colonial Allemand a tué 80000 Herero et Nama pendant le génocide de 1904-1908, le premier du 20^e siècle. Quelques représentants des peuples Herero et Nama ont argué qu'ils n'avaient pas été assez consultés durant les négociations entre les gouvernements allemands et namibien. Ils ont également fait valoir que le 1,34 milliard de dollars US que l'Allemagne a engagé pour des projets de développement social en Namibie n'est pas la même chose que de payer des réparations directement aux familles des personnes tuées.²¹

Exploration pétrolière et ses implications en Namibie

Des préoccupations particulières concernant l'exploration pétrolière et gazière par une compagnie pétrolière canadienne, Reconnaissance de l'Energie en Afrique (ReconAfrica), ont été soulevées en 2021. La compagnie a utilisé la fracturation hydraulique dans la région située au nord du Parc National Khaudum, dans les régions ouest et est du Kavango.²² Les peuples autochtones et autres peuples locaux de la zone ont exprimé leurs inquiétudes à propos de la baisse potentielle du niveau de la nappe phréatique et de la perte de produits de la faune et de la flore sauvages de valeur en raison des opérations de forage pétrolier. La compagnie a indiqué que les opérations bénéficieront aux populations locales mais les chiffres de l'emploi pour les membres des communautés locales, spécialement les femmes autochtones, révèlent que ce sont principalement des hommes qui ont été employés et que leur nombre est bien inférieur à ce qui avait été promis.²³ Bien que plusieurs peuples autochtones et communautés locales en Namibie ainsi que dans la zone de forage aient exprimé leurs préoccupations, certains représentants communautaires ont publiquement soutenu le projet.

En attendant, les activités d'exploration ont été poursuivies dans la région du Kavango Est de Namibie : deux puits d'essai ont été forés et des consultations publiques ont été entreprises bien qu'elles aient été vivement critiquées.²⁴ ReconAfrica s'est engagé dans une campagne d'information enthousiaste en direction des actionnaires avec des slogans indiquant que « c'est une opportunité qui vaut des millions ».²⁵

En mai 2021, un lanceur d'alerte anonyme a envoyé un rapport à la Commission Américaine des Sécurités et des Echanges ainsi qu'à la Commission de Sécurité de la Colombie Britannique soulignant que « pour faire monter le prix des actions, ReconAfrica a violé les lois sur les valeurs mobilières en omettant de divulguer des informations cruciales sur ses projets de recherche de gisements de pétrole et de gaz ».²⁶ Le lanceur d'alerte a partagé le rapport avec le National Geographic, qui a publié un article détaillé dans son numéro du 21 Mai, bénéficiant d'une publicité internationale et de campagnes sur les réseaux sociaux afin de résister au programme de forage de l'Okavango.²⁷ Cela a été suivi par l'annonce qu'un recours collectif a été déposé auprès du bureau du procureur des États-Unis pour le district Est des États-Unis. En octobre 2021, le Prince Harry, Duc de Sussex, Léonard di Caprio, Forest Whitaker et d'autres célébrités ont rejoint les activistes locaux autochtones et environnementalistes appelant à un moratoire immédiat du forage pétrolier et gazier dans le bassin de la Rivière Okavango. Le Prince Harry et Reinhold Mangundu, un activiste namibien, ont écrit un article publié dans le Washington Post : « Le forage est un pari dépassé qui entraîne des conséquences désastreuses pour beaucoup, et des richesses incroyables pour quelques puissants », demandant aux lecteurs de les rejoindre dans leur résistance au forage dans le bassin de la rivière Okavango.²⁸

En novembre 2021, la Commission Permanente du Parlement Namibien sur les ressources naturelles a critiqué le bureau des terres Communales de l'Est du Kavango et ReconAfrica à cause de l'absence de permis de bail dans la zone de forage.²⁹ Des questions relatives à l'extension des réserves de pétrole et à l'utilisation éventuelle de la fracturation en cas d'extraction sont restées sans réponse à la fin de l'année 2021.

L'activisme des Communautés autochtones et marginalisées s'est accru en 2021, particulièrement en raison des défis posés par la pandémie de la COVID-19 et des questions soulevées à propos des droits fonciers et sur les ressources des Peuples Autochtones dans le cadre des discussions sur les effets de la réforme foncière et les efforts de relocations dans plusieurs parties du pays.

Notes and references

1. Kalahari Peoples Fund Year-end Report, 2021. Beaufort, South Carolina: KPF.
2. Shiimi, Ipumbu. 2021a. FY2021/22 Budget Statement, "Boosting Resilience and Recovery". Windhoek: Government of Namibia, March 18, 2021. I. Shiimi, Ipumbu. 2021b. FY2021/22 Mid-Year Budget Policy Speech, Windhoek: Government of Namibia, November 3, 2021.
3. Mwetulundila, Paulus. "Gender Perspectives in Namibia's Communal Land: Exploring Women's Hindrances to Equitable Land Ownership." *Journal of Asian and African Studies*, June 2021. doi:10.1177/00219096211020486
4. Angula, Margaret Ndapewa, Immaculate Mogotsi, Selma Lendelvo, Karl Mutani Aribeb, Aina-Maria Iteta, and Jessica P. R. Thorn. "Strengthening Gender Responsiveness of the Green Climate Fund Ecosystem-Based Adaptation Programme in Namibia." *Sustainability* 2021, 13, 10162. doi.org/10.3390/su131810162
5. Balvedi Pimentel, Gabriela and Maria Victoria Cabrera Ormaza. "The impact of COVID-19 on indigenous communities: Insights from the Indigenous Navigator." Copenhagen: The International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA) and

- 109PART 1 – Region and country reports – Namibia
Geneva: The International Labour Organization (ILO), 2021.
6. S. Sullivan, personal communication, 2021.
 7. Leggatt-Barr, Katherine, Fumiya Uchikoshi and Noreen Goldman. "COVID-19 risk factors and mortality among Native Americans." *Demographic Research* 45 (2021):1185-1218. <https://www.demographic-research.org/volumes/vol45/39/default.htm>
 8. Amnesty International. "Namibia: Discrimination deprives Indigenous San people of the right to health as TB poses serious risk to their lives." Amnesty International, October 6, 2021. <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2021/10/namibia-discrimination-deprives-indigenous-san-people-of-the-right-to-health-as-tb-poses-serious-risk-to-their-lives/>. Amnesty International. "'We don't feel well-treated': Tuberculosis and the Indigenous San Peoples of Namibia." London: Amnesty International, 2021. <https://www.amnesty.org/en/wp-content/uploads/2021/10/AFR4247842021ENGLISH.pdf>
 9. Windhoek Express (WE). "Grim Amnesty report attracts government attention." Windhoek Express, October 7, 2021. <https://www.we.com.na/news/grim-amnesty-report-attracts-government-attention2021-10-07>
 10. Odendaal, Willem. and Paul Hebinck (2021). "We Want Our Land Back....." A Socio-legal Analysis of the Etosha Ancestral Land Claim. In *Land Tenure Challenges in Africa: Confronting the Land Governance Deficit*, Hormon Chitonge and Ross Harvey, eds., pp. 267-285. Cham: Springer International Publishing, 2021. Odendaal, Willem. and Paul Hebinck). "A Socio-legal Analysis of the Complexity of Litigating Ancestral Land Rights. In *Land Tenure Challenges in Africa: Confronting the Land Governance Deficit*. Hormon Chitonge and Ross Harvey, eds., pp. 247-265. Cham: Springer International Publishing.
 11. United Nations. Human Rights Council. National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21 : [Universal Periodic Review] : Namibia. 2021. <https://digitallibrary.un.org/record/3904381>
 12. Reports from the UNPFII Twentieth Session: 19-30 April 2021, Namibia. <https://www.un.org/development/desa/indigenouspeoples/unpfii-sessions-2/unpfii-20th-session.html>
 13. J. Hazam and J. Mendelsohn, personal communications, 2021.
 14. Wiessner, P. *Traditions and Transition Fund Annual Report 2021*. Salt Lake City: Traditions and Transitions Fund, 2021. Selma Lendelvo, Dave Cole, Wendy Viall, personal communications, 2021.
 15. Heim, Anita. "Food Environment Research among an Indigenous Community in Namibia – A New Approach to Explore Food Security of Rural People in Developing Countries." *Journal of Hunger & Environmental Nutrition* 16 (2021): 809-828. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/19320248.2019.1649780>
 16. Thomsen, Jennifer Marie, Selma Lendelvo, Katherine Coe and Melanie Rispel. "Community perspectives of empowerment from trophy hunting tourism in Namibia's Bwabwata National Park." *Journal of Sustainable Tourism* 30 (2021): 223-239. DOI: 10.1080/09669582.2021.1874394
 17. Odendaal, Willem and Paul Hebinck. "We Want Our Land Back....." A Socio-legal Analysis of the Etosha Ancestral Land Claim. In *Land Tenure Challenges in Africa: Confronting the Land Governance Deficit*, Hormon Chitonge and Ross Harvey, eds., 267-285. Cham: Springer International Publishing, 2021.
 18. Data from the N̄a Jaqna Conservancy and the M'kata and N̄a Jaqna Conservancy Forest Management Committees, 10 December 2021. 110IWGIA – The Indigenous World – 2022
 19. Van Der Wulp, Christa. and Paul Hebinck. "Fighting fences and land grabbers in the struggle for the commons in Na Jaqna, Namibia." *African Affairs* 120 (2021): 417-443.
 20. N̄a Jaqna Conservancy Management Committee personal communications, 2021.
 21. Human Rights Watch. "World Report 2022: Events of 2021." (2022): 276. New York: Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/world-report/2022>
 22. Stanford-Xosei, Esther. "ReconAfrica; Ecocide in the Kavango Basin." Stop Ecocide Foundation, October 7, 2021. <https://www.stopecocide.earth/guest-blog/reconfrica-ecocide-in-the-kavango-basin>. Barbee, Jeffrey and Lara Neme. "Oil Company Accused of drilling in African Wildlife Reserve, offering Jobs for Silence." *National Geographic Wildlife Watch*, December 13, 2021.

23. Data from the Namibia Nature Foundation (NNF), the Nyae Nyae Development Foundation of Namibia (NNDNF), Integrated Rural Development and Nature Conservation (IRDNC), and the Desert Research Foundation of Namibia (DRFN), December 2021.

24. Tan, Jim. "Growing concern over Okavango oil exploration as community alleges shutout." Mongabay, March 22, 2021. <https://news.mongabay.com/2021/03/growing-concern-over-okavango-oil-exploration-as-community-alleges-shutout/>

25. Neme, Laurel and Jeffrey Barbee. "Oil exploration company in Okavango wilderness misled investors, complaint to SEC says." National Geographic, May 21, 2021. <https://www.nationalgeographic.com/animals/article/oil-exploration-company-in-okavango-wilderness-misled-investors-sec-complaint-says>.

Viceroy Research Group. "ReconAfrica–No Oil? Pump Stock." Twitter, 24 June 2021. <https://twitter.com/viceroyresearch/status/1408130622145515521>

McGee, Niall. "Phenomenal riches': Inside ReconAfrica's aggressive stock promotion campaign." The Globe and Mail, June 20, 2021. <https://www.theglobeandmail.com/business/article-an-exceptional-play-inside-reconaficas-stock-promotion-campaign/>

26. Wall Street Journal, May 5, 2021.

27. Barbee, Jeffrey and Laurel Nemen. "Oil company accused of drilling in African wildlife reserve, offering jobs for silence." National Geographic, December 13, 2021. <https://www.nationalgeographic.com/animals/article/oil-company-reconafica-accused-of-drilling-in-african-wildlife-reserve>

28. Duke of Sussex, Prince Harry and Reinhold Mangundu.) "Opinion: Protect the Okavango River Basin from corporate drilling." Washington Post, October 14, 2021

29. Shipeto, T. "ReconAfrica operated without land certificate." The Namibian, November 24, 2021. <https://www.namibian.com.na/6215654/archive-read/ReconAfrica-operated-without-land-certificate>

Robert K. Hitchcock is a Professor of Anthropology at the University of New Mexico, Albuquerque, New Mexico, USA, rkhitchcock@gmail.com.

He is also a member of the Board of the Kalahari Peoples Fund.

Ben Begbie-Clench is a freelance consultant who has done extensive

Robert K. Hitchcock is a Professor of Anthropology at the University of New Mexico, Albuquerque, New Mexico, USA, rkhitchcock@gmail.com. He is also a member of the Board of the Kalahari Peoples Fund.

Ben Begbie-Clench is a freelance consultant who has done extensive work on San issues in Southern Africa, benbegbie@gmail.com

Source : IWGIA The **Indigenous World** 2022 : Traduction pour le GTPA par Raphaël Porteilla, membre du réseau des experts du GITPA pour l'Afrique